

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Avis de convocation / avis de réunion

GUERBET

Société anonyme au capital social de 12 641 115 €
Siège social : 15, rue des Vanesses, 93420 Villepinte
308 491 521 RCS Bobigny

Avis de réunion

Mmes et MM. les actionnaires de la Société GUERBET sont informés qu'ils seront convoqués en Assemblée Générale Mixte le 23 mai 2025 à 15 h 00 : 15, rue des Vanesses, 93420 Villepinte à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

A TITRE ORDINAIRE :

1. Approbation des comptes sociaux au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ;
2. Approbation des comptes consolidés au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ;
3. Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2024 et fixation du dividende ;
4. Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés visés aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce ;
5. Approbation, en application de l'article L. 22-10-34 I du Code de commerce, des informations mentionnées à l'article L. 22-10-9 I du Code de commerce relatives à la rémunération des mandataires sociaux ;
6. Approbation, en application de l'article L. 22-10-34 II du Code de commerce, des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ou attribués au titre du même exercice à M. Didier Izabel en sa qualité de Président du Conseil d'administration du 1er janvier au 24 mai 2024 ;
7. Approbation, en application de l'article L. 22-10-34 II du Code de commerce, des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ou attribués au titre du même exercice à M. Hugues Lecat en sa qualité de Président du Conseil d'administration à compter du 24 mai 2024 ;
8. Approbation, en application de l'article L. 22-10-34 II du Code de commerce, des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ou attribués au titre du même exercice à M. David Hale en sa qualité de Directeur Général ;
9. Approbation, en application de l'article L. 22-10-34 II du Code de commerce, des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ou attribués au titre du même exercice à M. Philippe Bourrinet en sa qualité de Directeur Général délégué ;
10. Approbation, en application de l'article L. 22-10-8 I du Code de commerce, de la politique de rémunération applicable au Président du Conseil d'administration ;
11. Approbation, en application de l'article L. 22-10-8 I du Code de commerce, de la politique de rémunération applicable au Directeur Général ;
12. Approbation, en application de l'article L. 22-10-8 I du Code de commerce, de la politique de rémunération applicable au Directeur Général délégué ;
13. Approbation, en application de l'article L. 22-10-8 I du Code de commerce, de la politique de rémunération applicable aux administrateurs ;
14. Fixation du montant de la rémunération annuelle globale à verser aux administrateurs ;
15. Renouvellement du mandat de Mme Céline Lamort, en qualité d'administratrice ;
16. Renouvellement du mandat de M. Marc Massiot, en qualité d'administrateur ;
17. Constatation du non-renouvellement du mandat de M. Mark Fouquet, en qualité d'administrateur ;
18. Constatation du non-renouvellement du mandat de Mme Claire Massiot-Jouault, en qualité d'administratrice ;
19. Constatation du terme du mandat de M. Jean-Sébastien Raynaud, en qualité d'administrateur ;
20. Constatation du non-renouvellement du mandat de M. Didier Izabel, en qualité d'administrateur ;
21. Nomination de M. Eric Drapé en qualité d'administrateur ;
22. Nomination de Mme Michèle Lesieur en qualité d'administratrice ;
23. Autorisation au Conseil d'administration en vue d'opérer sur les actions de la Société.

A TITRE EXTRAORDINAIRE

- 24. Modification des articles 9b et 9c des statuts de la Société - Durée des mandats des administrateurs ;
- 25. Modification de l'article 11 des statuts de la Société - Modalités de délibération du Conseil d'administration ;
- 26. Modification de l'article 12 des statuts de la Société – Pouvoirs du Conseil d'administration.

À TITRE ORDINAIRE

- 27. Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

RÉSOLUTIONS DE LA COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE**PREMIÈRE RÉSOLUTION****Approbation des comptes sociaux au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024**

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'administration et des Commissaires aux comptes, approuve les comptes sociaux au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024, comprenant le bilan, le compte de résultat et les annexes, tels qu'ils lui ont été présentés, et qui font apparaître un bénéfice de 27 915 965 €, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

DEUXIÈME RÉSOLUTION**Approbation des comptes consolidés au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024**

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'administration, des Commissaires aux comptes et des Commissaires en charge de la certification des informations en matière de durabilité, approuve les comptes consolidés au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024, comprenant le bilan, le compte de résultat et les annexes, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports, lesquels font apparaître un bénéfice de 27 915 965 €.

TROISIÈME RÉSOLUTION**Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2024 et fixation du dividende**

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'administration et des Commissaires aux comptes sur la proposition du Conseil d'administration, décide d'affecter le bénéfice net comptable de l'exercice clos le 31 décembre 2024 d'un montant de 27 915 965 € au compte « report à nouveau ».

En conséquence, aucun dividende ne sera distribué au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024 :

(en €)	
Résultat net	27 915 965
Report à nouveau bénéficiaire	39 413 839
Total à affecter	67 329 804
Affectation à la réserve légale	
Total distribuable	67 329 804
Dividende statutaire	
Dividende complémentaire	
Dividende net total	
SOLDE AFFECTÉ AU REPORT À NOUVEAU	67 329 804

Conformément à l’article 243 bis du Code général des impôts, il est rappelé que les distributions effectuées au titre des trois derniers exercices ont été les suivantes :

Exercice	Montant global distribué	Dividende brut par action ^(a)	Dividende distribué éligible pour sa totalité à l'abattement de 40 % mentionné à l'article 158-3-2 du Code général des impôts ^(b)
2021	10 744 948 €	0,85 €	0,34 €
2022	6 320 558 €	0,50 €	0,20 €
2023	6 304 984 €	0,50 €	0,20 €

(a) Avant prélèvements fiscaux et sociaux.
(b) Pour les personnes physiques ayant leur résidence fiscale en France, en cas d'option pour le barème progressif de l'impôt sur le revenu.

L’Assemblée générale décide que, conformément aux dispositions de l’article L. 225-210 du Code de commerce, le montant du dividende correspondant aux actions que la Société viendrait à détenir lors de la mise en paiement sera affecté au compte « report à nouveau ».

QUATRIÈME RÉSOLUTION

Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés visés aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce

L’Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d’administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes présenté en application de l’article L. 225-40 du Code de commerce sur les conventions et engagements réglementés visés aux articles L. 225-38 et suivants du même Code, approuve les termes dudit rapport qui prend acte de l’absence de convention entrant dans le champ d’application de l’article L. 225-38 précité et intervenue au cours de l’exercice clos le 31 décembre 2024 ainsi que de l’absence de conventions et engagements réglementés conclus et antérieurement approuvés qui se seraient poursuivis au cours de l’exercice écoulé.

CINQUIÈME RÉSOLUTION

Approbation, en application de l’article L. 22-10-34 I du Code de commerce, des informations mentionnées à l’article L. 22-10-9 I du Code de commerce relatives à la rémunération des mandataires sociaux

L’Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d’entreprise visé à l’article L. 225-37 du Code de commerce et figurant dans la section 2.4 du Document d’enregistrement universel 2024 de la Société, approuve, en application de l’article L. 22-10-34 I du Code de commerce, les informations mentionnées à l’article L. 22-10-9 I du Code de commerce qui y sont présentées relatives à la rémunération des mandataires sociaux pour l’exercice clos le 31 décembre 2024, telles que présentées dans le rapport susvisé.

SIXIÈME RÉSOLUTION

Approbation, en application de l’article L. 22-10-34 II du Code de commerce, des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l’exercice clos le 31 décembre 2024 ou attribués au titre du même exercice à M. Didier Izabel en sa qualité de Président du Conseil d’administration du 1^{er} janvier au 24 mai 2024

L’Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d’entreprise visé à l’article L. 225-37 du Code de commerce et figurant dans la section 2.4 du Document d’enregistrement universel 2024 de la Société, approuve, en application de l’article L. 22-10-34 II du Code de commerce, les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l’exercice clos le 31 décembre 2024, ou attribués au titre du même exercice à M. Didier Izabel, Président du Conseil d’administration, et tels que présentés dans le rapport susvisé.

SEPTIÈME RÉSOLUTION

Approbation, en application de l’article L. 22-10-34 II du Code de commerce, des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l’exercice clos le 31 décembre 2024 ou attribués au titre du même exercice à M. Hugues Lecat en sa qualité de Président du Conseil d’administration à compter du 24 mai 2024

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise visé à l'article L. 225-37 du Code de commerce et figurant dans la section 2.4 du Document d'enregistrement universel 2024 de la Société, approuve, en application de l'article L. 22-10-34 II du Code de commerce, les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024, ou attribués au titre du même exercice à M. Hugues Lecat, Président du Conseil d'administration, et tels que présentés dans le rapport susvisé.

HUITIÈME RÉSOLUTION

Approbation, en application de l'article L. 22-10-34 II du Code de commerce, des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ou attribués au titre du même exercice à M. David Hale en sa qualité de Directeur Général

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise visé à l'article L. 225-37 du Code de commerce et figurant dans la section 2.4 du Document d'enregistrement universel 2024 de la Société, approuve, en application de l'article L. 22-10-34 II du Code de commerce, les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024, ou attribués au titre du même exercice à M. David Hale, Directeur Général, et tels que présentés dans le rapport susvisé.

NEUVIÈME RÉSOLUTION

Approbation, en application de l'article L. 22-10-34 II du Code de commerce, des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ou attribués au titre du même exercice à M. Philippe Bourrinet en sa qualité de Directeur Général délégué

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise visé à l'article L. 225-37 du Code de commerce et figurant dans la section 2.4 du Document d'enregistrement universel 2024 de la Société, approuve, en application de l'article L. 22-10-34 II du Code de commerce, les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024, ou attribués au titre du même exercice à M. Philippe Bourrinet, Directeur Général délégué, et tels que présentés dans le rapport susvisé.

DIXIÈME RÉSOLUTION

Approbation, en application de l'article L. 22-10-8 I du Code de commerce, de la politique de rémunération applicable au Président du Conseil d'administration

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise visé à l'article L. 225-37 du Code de commerce et figurant dans la section 2.4 du Document d'enregistrement universel 2024 de la Société, approuve en application de l'article L. 22-10-8 I du Code de commerce la politique de rémunération applicable au Président du Conseil d'administration, telle qu'elle a été fixée par le Conseil d'administration de la Société sur proposition du Comité des rémunérations et présentée dans le rapport susvisé.

ONZIÈME RÉSOLUTION

Approbation, en application de l'article L. 22-10-8 I du Code de commerce, de la politique de rémunération applicable au Directeur Général

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise visé à l'article L. 225-37 du Code de commerce et figurant dans la section 2.4 du Document d'enregistrement universel 2024 de la Société, approuve en application de l'article L. 22-10-8 I du Code de commerce la politique de rémunération applicable au Directeur Général, telle qu'elle a été fixée par le Conseil d'administration de la Société sur proposition du Comité des rémunérations et présentée dans le rapport susvisé.

DOUZIÈME RÉOLUTION

Approbation, en application de l'article L. 22-10-8 I du Code de commerce, de la politique de rémunération applicable au Directeur Général délégué

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise visé à l'article L. 225-37 du Code de commerce et figurant dans la section 2.4 du Document d'enregistrement universel 2024 de la Société, approuve en application de l'article L. 22-10-8 I du Code de commerce la politique de rémunération applicable au Directeur Général délégué, telle qu'elle a été fixée par le Conseil d'administration de la Société sur proposition du Comité des rémunérations et présentée dans le rapport susvisé.

TREIZIÈME RÉOLUTION

Approbation, en application de l'article L. 22-10-8 I du Code de commerce, de la politique de rémunération applicable aux administrateurs

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise visé à l'article L. 225-37 du Code de commerce et figurant dans la section 2.4 du Document d'enregistrement universel 2024 de la Société, approuve en application de l'article L. 22-10-8 I du Code de commerce la politique de rémunération applicable aux administrateurs de la Société, telle qu'elle a été fixée par le Conseil d'administration de la Société sur proposition du Comité des rémunérations et présentée dans le rapport susvisé.

QUATORZIÈME RÉOLUTION

Fixation du montant de la rémunération annuelle globale à verser aux administrateurs

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration décide de fixer, pour l'exercice débutant le 1er janvier 2025, le montant de la somme fixe annuelle prévue à l'article L. 225-45 du Code de commerce à allouer aux administrateurs en rémunération de leur activité, à 340 000 € en laissant le soin au Conseil d'administration de fixer la répartition et la date de mise en paiement de cette rémunération.

QUINZIÈME RÉOLUTION

Renouvellement du mandat de Mme Céline Lamort, en qualité d'administratrice

L'Assemblée générale statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, constatant que le mandat d'administrateur de Mme Céline Lamort, sous réserve et en raison de l'adoption de la vingt-quatrième résolution ci-après, vient à expiration ce jour, décide de le renouveler pour la durée de deux (2) ans, lequel prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires appelée à statuer en 2027 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2026.

SEIZIÈME RÉOLUTION

Renouvellement du mandat de M. Marc Massiot, en qualité d'administrateur

L'Assemblée générale statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, constatant que le mandat d'administrateur de M. Marc Massiot, sous réserve et en raison de l'adoption de la vingt-quatrième résolution ci-après, vient à expiration ce jour, décide de le renouveler pour la durée de quatre (4) ans, lequel prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires appelée à statuer en 2029 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2028.

DIX-SEPTIÈME RÉOLUTION

Constatation du non-renouvellement du mandat de M. Mark Fouquet, en qualité d'administrateur

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, prend acte que le mandat d'administrateur de M. Mark Fouquet, sous réserve et en raison de l'adoption de la vingt-quatrième résolution ci-après, vient à expiration ce jour et que ce dernier n'a pas souhaité solliciter son renouvellement.

DIX-HUITIÈME RÉOLUTION**Constatation du non-renouvellement du mandat de Mme Claire Massiot-Jouvault, en qualité d'administratrice**

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, prend acte que le mandat d'administratrice de Mme Claire Massiot-Jouvault, sous réserve et en raison de l'adoption de la vingt-quatrième résolution ci-après, vient à expiration ce jour et que cette dernière n'a pas souhaité solliciter son renouvellement.

DIX-NEUVIÈME RÉOLUTION**Constatation du terme du mandat de M. Jean Sébastien Raynaud, en qualité d'administrateur**

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, prend acte que le mandat d'administrateur de M. Jean-Sébastien Raynaud, sous réserve et en raison de l'adoption de la vingt-quatrième résolution ci-après, vient à expiration ce jour et prenant acte que le nombre d'administrateurs est passé à huit (8) membres et que, de ce fait, le Conseil d'administration ne peut comprendre qu'un (1) administrateur représentant les salariés.

VINGTIÈME RÉOLUTION**Constatation du non-renouvellement du mandat de M. Didier Izabel, en qualité d'administrateur**

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, prend acte que le mandat d'administrateur de M. Didier Izabel, sous réserve et en raison de l'adoption de la vingt-quatrième résolution ci-après, vient à expiration ce jour et que ce dernier n'a pas souhaité solliciter son renouvellement.

VINGT-ET-UNIÈME RÉOLUTION**Nomination de M. Eric Drapé, en qualité d'administrateur**

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, décide de nommer M. Eric Drapé en qualité d'administrateur, pour une durée de quatre (4) ans, soit à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires appelée à statuer en 2029 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2028.

VINGT-DEUXIÈME RÉOLUTION**Nomination de Mme Michèle Lesieur, en qualité d'administratrice**

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, décide de nommer Mme Michèle Lesieur en qualité d'administratrice, pour une durée de trois (3) ans, soit à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires appelée à statuer en 2028 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027.

VINGT-TROISIÈME RÉOLUTION**Autorisation au Conseil d'administration en vue d'opérer sur les actions de la Société**

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration :

1. autorise le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions législatives et réglementaires, conformément aux dispositions des articles L. 22-10-61 et suivants L. 225-210 du Code de commerce, à acheter ou faire acheter, en une ou plusieurs fois et aux époques qu'il fixera, un nombre d'actions de la Société ne pouvant excéder :
 - i. 10 % du nombre total des actions composant le capital social, à quelque moment que ce soit, ou
 - ii. 5 % du nombre total des actions composant le capital social s'il s'agit d'actions acquises par la Société en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport.

Ces pourcentages s'appliquent à un nombre d'actions ajusté, le cas échéant, en fonction des opérations pouvant affecter le capital social postérieurement à la présente Assemblée générale.

Les acquisitions réalisées par la Société ne pourront en aucun cas conduire la Société à détenir à quelque moment que ce soit plus de dix pour cent (10 %) des actions composant son capital social ;

2. décide que cette autorisation pourra être utilisée afin de :
 - i. assurer la liquidité et animer le marché des titres de la Société par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement agissant de manière indépendante dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la pratique de marché admise par l'Autorité des marchés financiers le 1er juillet 2021,
 - ii. allouer des actions aux mandataires sociaux et aux membres du personnel de la Société et des autres entités du Groupe, et notamment dans le cadre (i) de la participation aux résultats de l'entreprise, (ii) de tout plan d'options d'achat d'actions de la Société, dans le cadre des dispositions des articles L. 225-177 et L. 22-10-56 et suivants du Code de commerce, ou (iii) de tout plan d'épargne conformément aux dispositions des articles L. 3331-1 et suivants du Code du travail ou (iv) de toute attribution gratuite d'actions dans le cadre des dispositions des articles L. 225-197-1 et suivants et L. 22-10-59 et suivants du Code de commerce, ainsi que de réaliser toutes opérations de couverture afférentes à ces opérations, dans les conditions prévues par les autorités de marché et aux époques que le Conseil d'administration ou la personne agissant sur délégation du Conseil d'administration appréciera,
 - iii. remettre les actions de la Société lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant droit, directement ou indirectement, par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou de toute autre manière à l'attribution d'actions de la Société dans le cadre de la réglementation en vigueur, ainsi que de réaliser toutes opérations de couverture afférentes à ces opérations, dans les conditions prévues par les autorités de marché et aux époques que le Conseil d'administration ou la personne agissant sur délégation du Conseil d'administration appréciera,
 - iv. conserver les actions de la Société et les remettre ultérieurement à titre de paiement ou d'échange dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe de fusion, de scission ou d'apport,
 - v. annuler tout ou partie des titres ainsi achetés, sous réserve de l'adoption de la dix-neuvième résolution de la présente Assemblée générale ou de toute autre résolution de même nature,
 - vi. mettre en œuvre toute pratique de marché qui viendrait à être admise par l'Autorité des marchés financiers et, plus généralement, réaliser toute opération conforme à la réglementation en vigueur ;
3. décide que le prix unitaire maximal d'achat ne pourra pas être supérieur, hors frais, à 60 € par action. Le Conseil d'administration pourra toutefois, en cas d'opérations sur le capital de la Société, notamment de modification de la valeur nominale de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves suivie de la création et de l'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, ajuster le prix maximal d'achat susvisé afin de tenir compte de l'incidence de ces opérations sur la valeur de l'action de la Société ;
4. décide que l'acquisition, la cession ou le transfert de ces actions pourront être effectués et payés par tous moyens autorisés par la réglementation en vigueur, sur un marché réglementé, sur un système multilatéral de négociation, auprès d'un internalisateur systématique ou de gré à gré, notamment par voie d'acquisition ou de cession de blocs, par le recours à des options ou autres instruments financiers dérivés, ou à des bons ou, plus généralement, à des valeurs mobilières donnant droit à des actions de la Société, aux époques que le Conseil d'administration appréciera ;
5. décide que le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable de l'Assemblée générale, faire usage de la présente autorisation à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société, et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre ;
6. décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions législatives et réglementaires, afin, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires concernées, de procéder aux allocations et, le cas échéant, aux réallocations permises des actions rachetées en vue de l'un des objectifs du programme à un ou plusieurs de ses autres objectifs, ou bien à leur cession, sur le marché ou hors marché ;
 - i. tous pouvoirs sont conférés en conséquence au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions législatives et réglementaires, pour mettre en œuvre la présente autorisation, en préciser, si nécessaire, les termes et arrêter les modalités dans les conditions légales et de la présente résolution, et notamment passer tous ordres de bourse, conclure tous accords, notamment pour la tenue des registres d'achats et de ventes d'actions, effectuer toutes déclarations auprès de l'Autorité des marchés financiers ou de toute autre autorité compétente, établir tout document notamment d'information, remplir toutes formalités, et d'une manière générale, faire le nécessaire,
 - ii. le Conseil d'administration devra informer, dans les conditions légales, l'Assemblée générale des opérations réalisées en vertu de la présente autorisation ;
7. décide que la présente autorisation, qui annule et remplace celle consentie par la dix-septième résolution de l'Assemblée générale du 24 mai 2024, est consentie pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de la présente Assemblée générale.

RÉSOLUTIONS DE LA COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE**VINGT-QUATRIÈME RÉSOLUTION****Modification des articles 9b et 9c des statuts de la Société - Durée des mandats des administrateurs**

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration sur les projets de résolutions, décide :

- de réduire la durée des mandats des administrateurs de six (6) à quatre (4) ans, cette mesure s'appliquant immédiatement aux mandats en cours à la date de la présente Assemblée, ayant entraîné la nécessité de renouveler, par les seizième et dix-septième résolutions, les mandats arrivant à expiration au cours de la présente Assemblée en raison de cette modification statutaire. Cette modification est conforme aux recommandations du Code A fep-Medef de gouvernement d'entreprise ;
- de modifier en conséquence et comme suit les articles 9b et 9c des statuts :

Ancienne rédaction	Nouvelle rédaction
<p>Article 9b – Composition – Nomination du Conseil d'administration et durée des fonctions</p> <p>b – Nomination du Conseil d'administration et durée des fonctions</p> <p>Les administrateurs (*) personnes physiques ou morales, sont nommés par l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires, pour une durée de six (6) ans, expirant à l'issue de la réunion de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat. Par exception à la durée de six (6) ans et afin de permettre exclusivement la mise en œuvre ou le maintien de l'échelonnement des mandats, d'administrateur, l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires, pourra nommer un ou plusieurs administrateurs pour une durée comprise entre 1 et 5 ans.</p>	<p>Article 9b – Composition – Nomination du Conseil d'administration et durée des fonctions</p> <p>b – Nomination du Conseil d'administration et durée des fonctions</p> <p>Les administrateurs (*) personnes physiques ou morales, sont nommés par l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires, pour une durée de quatre (4) ans, expirant à l'issue de la réunion de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat. Par exception à la durée de quatre (4) ans et afin de permettre exclusivement la mise en œuvre ou le maintien de l'échelonnement des mandats d'administrateur, l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires pourra nommer un ou plusieurs administrateurs pour une durée comprise entre un (1) et trois (3) ans.</p>
(*) À l'exception des administrateurs représentant les salariés visés à l'article 9c.	(*) À l'exception des administrateurs représentant les salariés visés à l'article 9c.

Ancienne rédaction	Nouvelle rédaction
<p>Article 9c – Composition – Nomination du Conseil d'administration et durée des fonctions</p> <p>c – Administrateurs représentant les salariés (art. L. 225-27 du Code de commerce)</p> <p>[...]</p> <p>Le mandat des administrateurs représentant les salariés est d'une durée de six (6) ans.</p> <p>[...]</p>	<p>Article 9c – Composition – Nomination du Conseil d'administration et durée des fonctions</p> <p>c – Administrateurs représentant les salariés (art. L. 225-27 du Code de commerce)</p> <p>[...]</p> <p>Le mandat des administrateurs représentant les salariés est d'une durée de quatre (4) ans.</p> <p>[...]</p>

Les autres paragraphes des articles 9b et 9c demeurent inchangés.

VINGT-CINQUIÈME RÉOLUTION**Modification de l'article 11 des statuts de la Société - Modalités de délibérations du Conseil d'administration**

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration sur les projets de résolutions, et afin de tenir compte des dispositions introduites par la loi n°2024-537 du 13 juin 2024, décide :

- de modifier les modalités de délibérations du Conseil d'administration afin de permettre aux membres du Conseil de participer par voie de télécommunication et de visioconférence quelle que soit la nature des décisions ;
- d'introduire la consultation écrite y compris par voie électronique pour les décisions relevant du Conseil d'administration, sous réserve de prévoir que tout membre du conseil peut s'opposer à ce qu'il soit recouru à cette modalité ; et
- d'introduire le vote par correspondance.

L'article 11 des statuts sera désormais rédigé comme suit :

Ancienne rédaction	Nouvelle rédaction
<p>Article 11 – Délibérations du Conseil d'administration</p> <p>Le Conseil peut, dans un règlement intérieur, prévoir dans les limites et conditions prévues par la loi, que sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les membres qui participent à la réunion du Conseil par des moyens de visioconférence tels que déterminés par décret. Cette disposition n'est pas applicable aux décisions pour lesquelles le Code de commerce exclut le recours à ce procédé.</p> <p>Les décisions relevant des attributions propres du Conseil d'administration prévues à l'article L. 225-24, au dernier alinéa de l'article L. 225-35, au second alinéa de l'article L. 225-36 et au I de l'article L. 225-103 ainsi que les décisions de transfert du siège social dans le même département peuvent être prises par consultation écrite des administrateurs.</p>	<p>Article 11 – Délibérations du Conseil d'administration</p> <p>Sont réputés présents, pour le calcul du quorum et de la majorité, les administrateurs qui participent à la réunion par des moyens de visioconférence ou de télécommunication permettant leur identification ou garantissant leur participation effective. Cette disposition est applicable quelle que soit la nature de la décision du Conseil.</p> <p>Les décisions relevant du Conseil d'administration peuvent être prises par les administrateurs par voie de consultation écrite ou électronique conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur. À la demande du Président du Conseil d'administration, la consultation est adressée à chaque administrateur, avec indication du délai approprié pour y répondre, tel qu'apprécié par le Président du Conseil d'administration en fonction de la décision à prendre, l'urgence ou le temps de réflexion nécessaire à l'expression du vote. Le document communiqué à cet effet mentionne les modalités de la consultation, son objet, une présentation et motivation des décisions proposées, ainsi que les projets de délibération.</p> <p>Les administrateurs n'ayant pas répondu à l'issue du délai prévu sont réputés ne pas rentrer dans le quorum pour la prise des décisions contenues dans la consultation, sauf extension possible dudit délai par le Président du Conseil d'administration. Le Secrétaire du Conseil d'administration consolide les votes des administrateurs sur les délibérations proposées et informe le Conseil d'administration du résultat du vote.</p> <p>Toutefois, chaque membre du Conseil d'administration dispose du droit de s'opposer à l'utilisation de ces modalités pour une décision déterminée ; dans un tel cas, le Président en informe sans délai les autres administrateurs et convoque une réunion du Conseil d'administration.</p> <p>Par ailleurs, les administrateurs ont également la faculté de voter par correspondance au moyen d'un formulaire respectant les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.</p>

Le reste des dispositions de l'article 11 des statuts de la Société demeure inchangé .

VINGT-SIXIÈME RÉSOLUTION

Modification de l'article 12 des statuts de la Société - Pouvoirs du Conseil d'administration

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration sur les projets de résolutions et afin de tenir compte des dispositions introduite par la loi n°2024-537 du 13 juin 2024, décide :

- de modifier le premier paragraphe de l'article 12 des statuts afin de refléter les évolutions législatives définissant les missions du Conseil d'administration ; et

- d'ajouter un paragraphe permettant au Conseil d'administration de modifier les statuts sans délégation préalable de l'Assemblée générale extraordinaire, et ce, afin de les mettre en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires, sous réserve que ces modifications statutaires soient ratifiées par la prochaine Assemblée générale extraordinaire.

L'article 12 des statuts sera désormais rédigé comme suit :

Ancienne rédaction	Nouvelle rédaction
<p>Article 12 – Pouvoir du Conseil d'administration</p> <p>Le Conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre, conformément à son intérêt social, en considérant les enjeux sociaux et environnementaux, culturels et sportifs de son activité. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi aux Assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.</p>	<p>Article 12 – Pouvoir du Conseil d'administration</p> <p>Le Conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre, conformément à son intérêt social, en considérant les enjeux sociaux et environnementaux de son activité. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi aux Assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.</p> <p>Afin de permettre une mise en conformité des statuts avec les dispositions législatives et réglementaires dans les meilleurs délais, le Conseil d'administration est habilité à modifier les statuts sans décision préalable de l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires, sous réserve que ces modifications statutaires soient ratifiées par la prochaine Assemblée générale extraordinaire.</p>

Le reste des dispositions de l'article 12 des statuts de la Société demeure inchangé.

RÉSOLUTIONS DE LA COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

VINGT-SEPTIÈME RÉSOLUTION

Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales extraordinaires, donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Formalités préalables à effectuer pour participer à l'Assemblée générale

L'Assemblée générale se compose de tous les actionnaires, quel que soit le nombre d'actions qu'ils possèdent.

Conformément à l'article R. 225-85 du Code de commerce, seuls seront admis à assister à l'Assemblée générale, à voter ou à s'y faire représenter, les actionnaires qui auront justifié de cette qualité par l'inscription en compte des titres à leur nom ou au nom de l'intermédiaire habilité inscrit pour leur compte, au deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée générale (soit le 21 mai 2025) à zéro heure (heure de Paris) :

- **Soit dans les comptes de titres nominatifs** tenus pour la Société par son mandataire Uptevia, pour les actionnaires propriétaires d'actions au NOMINATIF ;
- **Soit dans les comptes de titres au porteur** tenus par un intermédiaire habilité mentionné à l'article L. 211-3 du Code monétaire et financier, pour les actionnaires propriétaires d'actions au PORTEUR ou ADMINISTRÉ.

L'inscription en compte des titres dans les comptes de titres au porteur tenus par un intermédiaire habilité mentionné à l'article L. 211-3 du Code monétaire et financier doit être constatée par une attestation de participation délivrée par ce dernier, annexée (i) au formulaire de vote à distance ou de procuration ou (ii) à la demande de carte d'admission, établis au nom de l'actionnaire ou pour le compte de l'actionnaire représenté par l'intermédiaire inscrit.

A. Modalités de participation à l'Assemblée générale par voie postale ou par internet

Les actionnaires disposent de plusieurs possibilités pour exercer leur droit de vote :

- Assister et voter personnellement à l'Assemblée générale ;
- Donner pouvoir au Président de la Société sans indication de mandataire ;
- Être représentés en donnant pouvoir à une personne physique ou morale de leur choix ;
- Exercer le droit de vote à distance (par correspondance ou voie électronique).

À NOTER

L'actionnaire ayant voté par correspondance, voie électronique ou ayant envoyé un pouvoir ou demandé une carte d'admission, ne peut plus choisir un autre mode de participation à l'Assemblée.

Il est recommandé aux actionnaires de ne pas attendre les derniers jours pour exprimer leur mode de participation à l'Assemblée générale et de privilégier la transmission de toutes leurs demandes et documents par voie électronique.

1. Actionnaires désirant assister personnellement à l'Assemblée générale

Les actionnaires dont les actions sont inscrites au nominatif pourront :

- se présenter le jour de l'Assemblée générale, directement au guichet spécialement prévu à cet effet, muni d'une pièce d'identité ou
- demander une carte d'admission via le formulaire de vote en le retournant auprès Uptevia - Assemblées Générales - 90-110 Esplanade du Général de Gaulle - 92931 Paris La Défense Cedex.

Les actionnaires dont les actions sont inscrites au porteur pourront :

Demander à l'intermédiaire habilité, qui assure la gestion de leur compte titres, qu'une carte d'admission leur soit adressée.

2. Actionnaires désirant voter par correspondance ou par procuration au Président via le formulaire de vote par correspondance

Les actionnaires dont les actions sont inscrites au nominatif pourront :

Envoyer le formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration, qui leur sera adressé avec la convocation, à l'adresse suivante : Uptevia - Assemblées Générales – 90-110 Esplanade du Général de Gaulle - 92931 Paris La Défense Cedex.

Les actionnaires dont les actions sont inscrites au porteur pourront :

Demander le formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration auprès de l'intermédiaire qui gère leurs titres, à compter de la date de convocation de l'Assemblée générale. Ledit formulaire unique devra être accompagné d'une attestation de participation délivrée par l'intermédiaire financier et adressée à : Uptevia - Assemblées Générales – 90-110 Esplanade du Général de Gaulle - 92931 Paris La Défense Cedex.

Pour être pris en compte, les formulaires de vote par correspondance devront être reçus par l'émetteur ou le service Assemblées Générales de Uptevia, au plus tard trois (3) jours avant la tenue de l'Assemblée générale.

Les actionnaires pourront se procurer, dans les délais légaux, les documents prévus aux articles R.225-81 et R.225-83 du Code de commerce par demande adressée à Uptevia - Assemblées Générales – 90-110 Esplanade du Général de Gaulle - 92931 Paris La Défense Cedex.

3. Actionnaires désirant être représentés en donnant pouvoir à une personne physique ou morale de leur choix

Ces actionnaires pourront se faire représenter à l'Assemblée par un autre actionnaire, un conjoint, un partenaire avec lequel est conclu un pacte civil de solidarité ou toute autre personne physique ou morale de leur choix dans les conditions prévues à l'article L. 225-106 du Code de commerce, selon les modalités suivantes :

Les actionnaires dont les actions sont inscrites au nominatif : en envoyant le formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration, qui leur sera adressé avec la convocation, à l'adresse suivante : Uptevia - Assemblées Générales – 90-110 Esplanade du Général de Gaulle - 92931 Paris La Défense Cedex.

Les actionnaires dont les actions sont inscrites au porteur : en demandant le formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration auprès de l'intermédiaire qui gère leurs titres, à compter de la date de convocation de l'Assemblée générale. Ledit formulaire unique devra être accompagné d'une attestation de participation délivrée par l'intermédiaire financier et adressée à : Uptevia - Assemblées Générales – 90-110 Esplanade du Général de Gaulle - 92931 Paris La Défense Cedex.

Pour être pris en compte, les formulaires de vote par correspondance devront être reçus par l'émetteur ou le service Assemblées Générales de Uptevia, au plus tard trois (3) jours avant la tenue de l'Assemblée générale.

4. Actionnaires désirant voter par internet via la plateforme VOTACCESS

Les actionnaires dont les actions sont inscrites au nominatif pourront :

Demander une carte d'admission, de voter ou de donner pouvoir au Président ou à un tiers, par internet, en amont de l'Assemblée générale, sur la plateforme sécurisée VOTACCESS qui sera ouverte le lundi 5 mai 2025 à 10 h 00 (heure de Paris) et fermera le jeudi 22 mai 2025 à 15 h 00 (heure de Paris).

Les actionnaires pourront accéder au site de vote via leur espace Actionnaire à l'adresse suivante : <https://www.investors.uptevia.com>.

Les actionnaires au nominatif pur devront se connecter à leur espace Actionnaire avec leurs codes d'accès habituels. Après s'être connectés à leur espace Actionnaire, ils devront suivre les indications à l'écran afin d'accéder au site VOTACCESS.

En cas de perte ou d'oubli de l'identifiant et/ou mot de passe, contacter le numéro 08 00 00 75 35 (ou le 00 33 (0)1 49 37 82 36 (pour les appels depuis l'étranger).

Les actionnaires dont les actions sont inscrites au porteur et/ou actionnaires salariés :

Les actionnaires pourront accéder au site de vote via le site VoteAG : <https://www.voteag.com>.

Les actionnaires au porteur et/ou actionnaires salariés devront se connecter à VoteAG avec les codes temporaires transmis sur le formulaire unique de vote ou sur la convocation électronique. Une fois sur la page d'accueil du site, ils devront suivre les indications à l'écran afin d'accéder au site VOTACCESS.

La possibilité de voter par internet avant l'Assemblée générale prendra fin la veille de la réunion, soit le 22 mai 2025 à 15 h 00 (heure de Paris).

5. Notification de la désignation et de la révocation d'un mandataire

Conformément aux dispositions de l'article R.225-79 du Code du Commerce, la notification de la désignation et de la révocation d'un mandataire peut également être effectuée par voie électronique, selon les modalités suivantes :

Les actionnaires dont les actions sont inscrites au nominatif pur pourront :

Accéder au site de vote via l'espace Actionnaire à l'adresse suivante : <https://www.investors.uptevia.com>.

Ils devront se connecter à leur espace Actionnaire avec leurs codes d'accès habituels.

Après s'être connectés à leur espace Actionnaire, ils devront suivre les indications données à l'écran afin d'accéder au site VOTACCESS et désigner ou révoquer un mandataire.

Les actionnaires dont les actions sont inscrites au porteur ou au nominatif administré devront :

- Envoyer un e-mail à l'adresse ct-mandataires-assemblees@uptevia.com. Cet e-mail devra obligatoirement contenir les informations suivantes : nom de la société concernée, date de l'Assemblée, nom, prénom, adresse et numéro de compte courant nominatif ou références bancaires du mandant, le cas échéant, ainsi que les nom, prénom et si possible adresse du mandataire.
- Demander obligatoirement à leur intermédiaire financier qui assure la gestion de leur compte titre d'envoyer une confirmation écrite à Uptevia - Assemblées Générales – 90-110 Esplanade du Général de Gaulle - 92931 Paris La Défense Cedex.

Seules les notifications de désignation ou de révocation de mandats pourront être adressées à l'adresse électronique susvisée ; toute autre demande ou notification portant sur un autre objet ne pourra être prise en compte.

Afin que les désignations ou révocations de mandats exprimées par voie électronique puissent être valablement prises en compte, les confirmations devront être réceptionnées au plus tard la veille de l'assemblée, à 15 h 00 (heure de Paris). Les désignations ou révocations de mandats exprimées par voie papier devront être réceptionnées au plus tard trois (3) jours calendaires avant la date de l'Assemblée générale.

6. Demande d'inscription de projets de résolution ou de points par les actionnaires et questions écrites

Les demandes d'inscription de points ou de projets de résolutions à l'ordre du jour par les actionnaires remplissant les conditions prévues par l'article R 225-71 du Code de commerce doivent être envoyées au siège social de l'émetteur, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'adresse suivante : Guerbet BP 57400 – 95943 Roissy CDG Cedex France ou par e-mail à l'adresse suivante : ag23mai2025@guerbet.com, dans un délai de 25 jours (calendaires) avant la tenue de l'Assemblée générale, conformément à l'article R 225-73 du Code de Commerce. Les demandes doivent être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte.

Chaque demande doit être accompagnée, selon le cas, du texte des projets de résolution proposés, qui peuvent être assortis d'un bref exposé des motifs. En outre, l'examen par l'Assemblée générale des projets de résolutions et des points déposés par les actionnaires est subordonné au maintien de l'inscription en compte des titres des auteurs au deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée générale à zéro heure (heure de Paris).

Conformément à l'article R. 225-84 du Code de commerce chaque actionnaire a la faculté d'adresser au Conseil d'administration, les questions écrites de son choix, lequel répondra en séance.

Les questions doivent être envoyées par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'adresse suivante : Guerbet – BP 57400 – 95943 Roissy CDG Cedex – France ou par e-mail à l'adresse suivante : ag23mai2025@guerbet.com.

Nous vous recommandons de favoriser les demandes d'envoi de documents et renseignements par voie électronique. Cet envoi doit être réalisé au plus tard le quatrième jour ouvré précédant de l'Assemblée générale.

7. Droit de communication des actionnaires

Tous les documents et informations prévus à l'article R. 225-73-1 du Code de commerce, comprenant ceux des articles R. 225-81 et R. 225-83, seront mis en ligne sur le site de l'émetteur www.guerbet.com, au plus tard à compter du vingt et unième jour précédant l'Assemblée générale.